La <u>publication</u> de l'Institut économique de Montréal (IEDM) recommandant une ouverture à la concurrence chez Postes Canada a suscité <u>une réplique</u> du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes.

Pour Youri Chassin, économiste à l'IEDM, la comparaison proposée par le syndicat des employés de Postes Canada ne reflète pas la tendance globale des tarifs postaux.

En effet, depuis une dizaine d'années, la libéralisation et la privatisation des services postaux en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas ont permis à ces sociétés d'être plus efficaces. L'écart entre le prix du timbre au Canada et dans ces pays européens est en train de disparaître (voir le tableau ci-dessous). Les Pays-Bas, quant à eux, ont pratiquement rattrapé le Canada. D'ailleurs, le prix des timbres canadiens augmentera de 0,54 \$ à 0,65 \$ d'ici 2014, une augmentation de 20 % en cinq ans. À ce rythme, ce sont les Canadiens qui paieront plus cher d'ici quelques années.

Il faut changer la dynamique actuelle et apporter des solutions aux problèmes de productivité de cette société d'État, qui ont été détaillés dans un examen stratégique commandé par le gouvernement fédéral. « Il ne faut pas se mettre la tête dans le sable, il subsiste un grand défi d'organisation du travail chez Postes Canada, même si des efforts ont déjà été faits en ce sens », explique Vincent Geloso, coauteur de cette publication.

Par ailleurs, les auteurs remarquent que si le syndicat des employés de Postes Canada estime que les tarifs de la société d'État sont concurrentiels et qu'une entreprise privée ne pourrait pas en offrir de plus bas, il devrait appuyer l'abolition du monopole de Postes Canada sur l'expédition de lettres.

Évolution des tarifs postaux au Canada et dans les pays ayant privatisé leur société d'État responsable des postes (en dollars canadiens constants de 2010)

